

Macron a le choix entre ruiner la France ou rejoindre Visegrad

Emmanuel Macron vous transmet ses meilleurs vœux 2018, avec son programme



1. Frais bancaire +13 %
2. Carburant +12 %
3. PV stationnement +130 %
4. Assurance +3 à 5 %
5. Mutuelle +5 %
6. Timbres +10 %
7. Carte grise +15%
8. Tabac +10 %
9. Abandonnement bus +3 %
10. Péage routier +1.3 %
11. Gaz +7 %
12. Forfait hospitalier +15 %
13. Abonnement Velib +30 %
14. Contrôle technique +23 %
15. Cantine scolaire de +1 à 3 %
16. Fioul domestique +36%
17. Electricité +17 %
18. CSG +21.7 %
19. Smic +1.2%

Alors, heureux ?

Il est communément admis que le déficit budgétaire de l'Etat français serait de 2 300 milliards d'€, représenterait 99 % du PIB du pays et induirait une dette par habitant de 30 000 € à 35 000 €.

Chaque nouveau-né doit déjà 35 000 € avant même le premier biberon, on pourrait espérer naître sans fardeau mais les aînés ont déjà obéré l'avenir du lardon.

Cette présentation n'est pas fausse, il suffit de diviser 2 300 milliards par le nombre d'habitants, c'est simple, mathématique, imparable.

La difficulté c'est le passage du calcul théorique de la dette par habitant à la pratique de son remboursement.

Prenons la situation d'une famille nombreuse de 2 parents avec 10 enfants, la dette du foyer fiscal est alors de 12 personnes par 35 000 € = 420 000 €.

Statistiquement les familles nombreuses sont celles qui bénéficient le plus des transferts sociaux car les moins riches, on voit mal un tel foyer fiscal en capacité de rembourser un tel montant.

Comme plus de 50% des ménages français ne payent pas l'impôt sur le revenu, c'est déjà plus de la moitié de la population qui n'est pas en mesure de prendre sa part dans la dette de l'Etat.

Ainsi en réalité ce n'est pas la dette par habitant qu'il faut prendre en compte mais la dette par habitant en capacité de la régler.

Un premier retraitement à partir des 17 millions de ménages imposables sur le revenu pour 37 millions de foyers fiscaux conduit à calculer une dette par foyer imposable de 135 000 €.

Mais on voit mal réclamer à des foyers fiscaux à la limite du seuil d'imposition avec un salaire de 2 500 € par mois la somme de 135 000 €.

Le nombre de foyers fiscaux imposés sur la fortune est d'environ 350 000 et Thomas Piketty estime dans sa pyramide des revenus 2010 que 5 millions de personnes se situent dans les classes aisées avec une moyenne de 103 000 € de revenus par adulte qu'il subdivise en deux, 4,5 millions avec un revenu annuel de 73 000 € par adulte et 0,5 millions de très aisés avec 363 000 € de revenus annuels par adulte : c'est bien la seule cible solvable.

Le second retraitement à partir des 5 millions d'heureux élus

porte donc la dette à 460 000 € par tête de pipe : un couple assez aisé de Neuilly ou de Paris 16^e dont les deux parents travaillent ne devra consentir qu'un effort de 460 000 € par 2 = 920 000 €.

Ce n'est que la maison de l'Ile de Ré à sacrifier, mais l'année prochaine comme les intérêts de la dette auront disparu puisque tout le stock d'emprunt aura été soldé, leur impôt sur le revenu va diminuer : c'est la confiance dans l'avenir quoi.

Il n'est pas sûr toutefois que le consentement à l'impôt y survive pour ces classes solvables.

D'une part parce que la dette de l'État réglée, il va falloir s'atteler :

1° à la dette des entreprises publiques ou para publiques : au bas mot 300 milliards compte tenu des obligations d'investissement criantes et urgentes (SNCF, EDF, etc..).

2° A la dotation aux communes, départements et régions en contrepartie de l'exonération de 80 % des foyers, plus de 10 milliards par an.

3° Au déficit permanent de l'Etat puisqu'il n'est prévu aucun budget bénéficiaire sur le quinquennat.

4° A satisfaire toutes les demandes d'aides à l'Etat : les universités sont en faillite, les hôpitaux sont au bord du dépôt de bilan, l'entretien du réseau routier est tel que l'on parle de recréer la vignette auto, etc.

D'autre part parce que les dépenses de la Nation déjà sur la mauvaise pente vont vite devenir incontrôlées et incontrôlables :

Les dépenses sociales sont entrées dans une spirale d'expansion exponentielle incompatible avec la croissance du

pays.

La croissance française pour 2018 est estimée dans les 1,9 % alors que les départements du Gers ou de la Loire-Atlantique pour ne citer qu'eux ont vu leurs dépenses de prise en charge de migrants mineurs isolés exploser de 100 % en deux ans et en appellent à l'Etat.

Dernièrement c'est toute une théorie de maires, dont les maires de Lille, Bordeaux et Grenoble, qui commencent à s'effrayer de la note que vont devoir régler leurs administrés et qui en appellent à l'Etat.

Or ce n'est pas à l'Etat de payer mais bien aux collectivités locales de prendre leurs responsabilités et de largement augmenter les impôts fonciers et les contributions sur les entreprises en conséquence.

Si j'ai précisé les seuls impôts fonciers c'est qu'il serait en effet intolérable d'augmenter la taxe d'habitation puisque 80 % des foyers fiscaux vont en être exonérés et ce serait encore à l'Etat de venir la compenser par dotation alors que nous savons tous que le pays est déjà surendetté.

De plus chaque citoyen paie déjà des impôts locaux pour son département et sa commune, c'est mon cas, il est hors de question que via les aides de l'Etat mon impôt sur le revenu et l'impôt de consommation que je règle sans douleur paraît-il à chaque fois que je fais mes courses ou le plein d'essence servent à payer les gabegies de départements et communes dans lesquelles je ne réside pas : ce serait en effet donner une prime à l'irresponsabilité des élus locaux qui dépensent sans compter et pose le problème démocratique que, **n'y résidant pas, je n'ai même pas le droit de les sanctionner par le vote lors du renouvellement des mandats locaux.**

Ici tout le monde peut noter au passage le courage de ces élus qui veulent bien dépenser sans compter mais surtout pas au détriment de leurs administrés puisqu'ils sont aussi leurs

électeurs : il vaut mieux noyer ces dépenses dans un grand chaudron national pour les rendre invisibles plutôt que dans le petit autocuiseur local où elles vont apparaître au grand jour via la hausse des impôts locaux : c'est la pratique politique de la poussière sous le tapis qui dure depuis 50 ans et qui a conduit le pays à ce déficit permanent et à la ruine.

Cette manière de masquer les dépenses explique aussi pour partie pourquoi ces élus dont certains ont eu une carrière nationale ont réussi à se faire réélire pendant le même laps de temps : il leur a suffi de cacher la réalité financière du pays, les médias autorisés se chargeant d'évangéliser le citoyen qui a par ailleurs assez à faire soit pour garder son emploi soit en trouver un pour avoir le temps et l'envie d'éplucher les comptes de la Nation.

Mais il semble bien que l'heure des comptes va sonner à partir de 2018.

Tous les économistes sont d'accord, cette année va voir la hausse des taux d'intérêt sur les marchés, la FED a déjà commencé à augmenter les siens.

La France a prévu d'emprunter 195 milliards sur les marchés internationaux cette année.

Le service de la dette devrait donc commencer à grimper dès cet exercice, même si une partie des nouveaux emprunts va servir à rembourser d'anciens emprunts venus à échéance à des taux 2007/2008 supérieurs pour environ 120 de milliards : c'est quand même 75 milliards de nouvelle dette.

Comme la réalité finit toujours par s'imposer, on peut suggérer que la hausse perpétuelle des prélèvements sociaux va finir par avoir raison de la confiance du peuple envers ses dirigeants.

Ce n'est pas que l'actuel Président soit inintelligent ni inconscient, tous ces chiffres sont moulinés par tous les

experts de Bercy en permanence, mais il est gagé d'un côté sur l'économie par ses promesses envers les entreprises, les entrepreneurs et son électorat CSP+ et de l'autre côté sur le social par ses députés et les maires qui ne veulent pas comprendre qu'il est temps de réduire la voilure si le pays veut éviter le dépôt de bilan.

Bref, l'actuel intérimaire de l'Élysée va avoir la charge de résoudre la quadrature du cercle sur laquelle les Grecs ont buté en leur temps, je résume :

Attirer les compétences, les entreprises, les investisseurs internationaux et empêcher les nouveaux millionnaires de s'expatrier passe par une réduction des prélèvements obligatoires pour les ramener à minima au niveau des standards européens.

Satisfaire aux obligations d'accueil tel que réclamé par certains politiciens et les associations caritatives oblige à augmenter les prélèvements obligatoires puisque les caisses sont déjà vides.

La démographie africaine galopante, la porosité des frontières et la qualité des tours operators qui arrivent à faire passer des milliers de mineurs en France on ne sait comment, vont continuer à faire exploser les dépenses et transferts sociaux qui toujours in fine sont à la charge du contribuable solvable qui n'a pas la faculté de se délocaliser.

Le choix va donc être simple et dur à la fois puisque concilier dans le même temps la hausse et la baisse des prélèvements obligatoires est impossible :

il va devoir choisir entre continuer à augmenter lesdits prélèvements sous toutes ses formes au risque d'appauvrir définitivement les classes moyennes avec l'aléa de ne pas achever son mandat, ou mettre irrévocablement au pas toute la classe politique y compris les élus LREM et les associations en mettant des scellés aux frontières.

Comme il incline vraiment au redressement économique cette dernière hypothèse n'est pas à exclure, il aura alors pris pour les observateurs le virage du Front National et rejoint le groupe de Visegrad.

Curieux non comme la réalité économique et financière finit toujours par avoir raison des idéologies ?

Jean d'Acre